

Eugénie MÉRIEAU

RÉCONCILIATION NATIONALE ET AMNISTIE EN THAÏLANDE

Trois ans après la répression par l’armée des manifestations de « Chemises rouges » (mars 2010), dont le bilan officiel s’élève à 98 morts et 2 000 blessés¹, le processus de réconciliation nationale n’a toujours pas démarré en Thaïlande. Au cours des trois années écoulées (2010-13), de multiples propositions de décrets sur la réconciliation nationale (*prongdong haeng chat*) ont été formulées. Toutes les parties prenantes du conflit s’accordent aujourd’hui sur la nécessité de promulguer des amnisties pour amorcer le processus de réconciliation ; la question de ses bénéficiaires demeure néanmoins la pierre d’achoppement de toute tentative en ce sens. Progressivement, un consensus s’est dégagé sur l’inclusion des auteurs de violences pendant les manifestations des différents groupes en présence, qu’il s’agisse des « Chemises jaunes », des « Chemises rouges » ou des « Chemises multicolores », sur une période de six ans (2005-2011). D’autres propositions sont moins consensuelles, comme la demande par la frange la plus radicale des Chemises rouges d’amnistier les personnes incarcérées pour crime de lèse-majesté et d’annuler les immunités que les putschistes s’étaient octroyées aux lendemains du coup d’État qui, le 19 septembre 2006, a chassé

¹ Les grandes manifestations de Chemises rouges ont eu lieu du 12 mars 2010 au 19 mai 2010 à Bangkok. Les opérations de dispersion par l’armée les 10 avril et 19 mai ont causé la mort de 98 personnes et blessé plus de 2 000 personnes selon le bilan officiel.

l’immensément populaire Thaksin Shinawatra du poste de Premier ministre qu’il occupait depuis 2001. Enfin, la proposition la plus « explosive » réclame l’amnistie de Thaksin, condamné pour conflit d’intérêts en 2008², et le retour de ses 46 milliards de bahts (1,15 milliards d’euros), confisqués par la Cour Suprême en 2010³.

I. L’AMNISTIE DE THAKSIN SHINAWATRA AU CŒUR DU CONFLIT POLITIQUE

Depuis 2006, les Jaunes, majoritaires à Bangkok et pour partie soutenus par les élites traditionnelles et le Parti démocrate⁴, s’opposent aux Rouges, population globalement moins aisée mais hétéroclite dont la majorité vit dans les provinces du Nord et du Nord-Est lesquelles soutiennent massivement Thaksin et son parti, le Phuea Thai⁵. Les premiers ont soutenu le coup d’Etat du 19 septembre 2006, les seconds s’y sont opposés. Un clivage durable et structurant s’est installé dans la société thaïlandaise, et aux manifestations de Chemises jaunes en 2008 ont succédé les manifestations de Chemises rouges en 2009 puis 2010.

En mai 2010, à l’issue d’une violente opération militaire pour disperser les manifestants des Chemises rouges, la capitale fut mise à sac et une dizaine de ses plus grands bâtiments incendiés. Depuis, l’atmosphère s’était en apparence calmée avec l’accord du gouvernement alors « jaune » de céder aux revendications « rouges » concernant l’organisation de nouvelles élections. Les manifestants rouges avaient concentré leurs forces sur la mobilisation en faveur de la campagne électorale pour leur candidate, Yingluck Shinawatra, sœur cadette de l’ancien Premier ministre Thaksin, en exil. Sans grande surprise, le 3 juillet 2011, les Rouges ont pu savourer leur

² Condamnation le 21 octobre 2008 par la division spéciale pour les détenteurs de portefeuille politique de la Cour Suprême, pour son implication dans l’achat par sa femme d’un terrain à Ratchadapisek, Bangkok.

³ Les affaires en question ont été menées par des organes judiciaires mis en place par la junte militaire au lendemain du coup d’État. Elles ont abouti à la condamnation de l’ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra pour conflit d’intérêts à deux ans de prison en octobre 2008 : ainsi qu’au gel de ses avoirs financiers à hauteur de 76 milliards de bahts (1,9 milliard d’euros) dès 2006, puis à la confiscation, en février 2010, de plus de 60% de ces avoirs, à hauteur de 46 milliards de bahts (1,15 milliard d’euros).

⁴ Pour une analyse détaillée des Chemises jaunes, voir NELSON, Michael, Thailand’s People’s Alliance for Democracy: From ‘New Politics’ to a ‘Real’ Political Party?, in Legitimacy crisis and Political Conflict in Thailand, ed. by Marc Askew, pp. 119-159. Chiang Mai: Silkworm Books, 340 p.

⁵ Pour une analyse détaillée des Chemises rouges, voir MERIEAU Eugénie, Les Chemises rouges de Thaïlande, IRASEC, Bangkok, juillet 2013, 168 p.

cinquième victoire électorale consécutive, et placer à nouveau un membre de la « dynastie » Thaksin sur le siège de Premier ministre.

Les Rouges avaient en effet élu Thaksin une première fois en 2001, une seconde en 2005, et une troisième en 2006 (annulée par la Cour constitutionnelle). Après le coup d’État militaire et l’adoption d’une nouvelle constitution rédigée par l’armée en 2007, un allié de Thaksin, Samak Sundaravej⁶, fut élu, bientôt remplacé par le beau-frère de Thaksin, Somchai Wongsawat. C’est finalement la sœur cadette de Thaksin, Yingluck, qui remporta les premières élections post-conflit de 2010.

1. L’immunité offerte par le suffrage universel

La figure de Thaksin, en exil depuis le coup d’État⁷, est au cœur du conflit thaïlandais ; il a été le Premier ministre le plus populaire du pays, le seul à avoir commandé une majorité absolue au sein de la Chambre basse. Au cours de son premier mandat, il a gagné le cœur des populations rurales des provinces du Nord et du Nord-Est du pays, tout en s’aliénant progressivement les classes moyennes urbaines. En 2003, il s’est rendu coupable de graves violations des droits de l’homme, notamment par une guerre « éclair » à la drogue (trois mois) qui donna lieu à plus de 1200 exécutions sommaires⁸. L’année suivante, les provinces du sud du pays s’embrasèrent, en proie à une insurrection séparatiste⁹. Le début de son second mandat fut marqué par des scandales de corruption et de conflit d’intérêts, condamnés avec ardeur par les classes moyennes urbaines et les élites de Bangkok. À ces condamnations, Thaksin avait pris l’habitude de répliquer « j’ai été élu par 16 millions de thaïlandais ». En 2001, cet argument de « la volonté des urnes » avait déjà été

⁶ Samak Sundaravej a commencé sa carrière politique au parti démocrate; ce n'est que tardivement qu'il rejoint le parti de Thaksin pour en devenir le dirigeant en 2008. « L'alliance » entre Thaksin et Samak fut purement conjoncturelle – et très brève.

⁷ Il fut de passage en Thaïlande pour quelques mois début 2008 avant sa condamnation à deux ans de prison pour conflit d’intérêts.

⁸ HUMAN RIGHTS WATCH REPORT, *Not Enough Graves: The War on Drugs, HIV/AIDS, and Violations of Human Rights, Thailand, 2004*, <http://www.hrw.org/reports/2004/thailand0704/index.htm>

⁹ Suite au raid de janvier 2004 sur un camp militaire par des insurgés, les provinces de Yala, Pattani et Narathiwat, dont la majorité de la population est *jawi*, subissent une violente insurrection séparatiste marquée par des attentats quotidiens.

évoqué par les juges de la Cour Constitutionnelle en charge de le juger pour fausse déclaration de patrimoine¹⁰.

En dépit de ces entorses à l'État de droit, Thaksin jouit toujours à la veille du coup d'État d'un considérable soutien des populations rurales dont il a nettement amélioré le sort quotidien, qu'il appelle en renfort lorsque les citadins de Bangkok entament leur mobilisation fin 2005 pour réclamer sa démission. Thaksin finalement jouera les secondes contre les premières, exacerbant la division déjà existante entre ces deux composantes de la société thaïe.

2. Thaksin vs les Chemises rouges sur la question des amnisties : l'annonce d'une déchirure

Depuis le coup d'État du 19 septembre 2006, les partisans de Thaksin sont devenus les « Chemises rouges » ; ses opposants, les Chemises « jaunes », mais aussi « bleues » et « multicolores ». Sur une période de sept ans, le soutien des Chemises rouges à Thaksin, en exil, n'aura pas failli. Et pourtant, dans le cadre de la guerre contre le « système Thaksin » (*rabop Thaksin*) que les Chemises jaunes avaient appelée de leurs vœux, de nombreuses batailles ont été gagnées. Le parti de Thaksin aura été dissous, décapité¹¹ et reformé par deux fois (mai 2007 et décembre 2008). Deux Premiers ministres¹² auront été forcés à la démission par décision de la Cour Constitutionnelle (septembre et décembre 2008) ; les Chemises rouges auront toujours soutenu le premier ministre, qu'il s'agisse d'organiser de grandes manifestations autour de la Cour Constitutionnelle lorsque des affaires le concernant son jugées, ou qu'il s'agisse des mois de campement à Bangkok en 2010, au risque de la faillite pour certains, de la prison pour beaucoup, et de la mort pour une centaine d'entre eux. À partir de ce moment-charnière, leur loyauté sans faille envers Thaksin s'effritera progressivement.

¹⁰ On attribue cette citation à Chumpol Na Songhkla “Qui sommes – nous pour juger Thaksin ? Il a été élu par 16 millions de Thaïlandais”. La Cour Constitutionnelle acquitta Thaksin en août 2001 par un vote de 8 contre 7.

¹¹ Les 111 membres du comité exécutif du Thai Rak Thai ont été bannis de la politique pour 5 ans en application de l'article 237 de la Constitution relative aux dissolutions de partis en cas de fraude électorale de l'un de ses membres. En décembre 2008, 37 membres du comité exécutif du Palang Prachachon sont à leur tour bannis de la politique pour 5 ans à l'occasion de la dissolution du parti.

¹² Samak Sundaravej a été condamné par la Cour Constitutionnelle pour avoir tenu une émission de cuisine en septembre 2008. Son successeur, Somchai Wongsawat, démissionne en décembre 2008 lorsque son parti est dissous.

Les premiers symptômes de la déchirure Rouges-Thaksin sont apparus en avril 2012. À l'occasion du nouvel an thaïlandais (*Songkhran* ou Fête de l'eau), Thaksin avait convié ses partisans à un week-end 'en famille' sous sa paternelle protection et en compagnie des 'frères et sœurs' dirigeants du mouvement des Chemises rouges, l'UDD (Union pour la Démocratie contre la Dictature) à Siem Reap, au Cambodge. Au programme : voyage en car, camping et ambiance festive, distribution de t-shirts à l'effigie de Thaksin, karaoké, visite des temples d'Angkor, batailles d'eau géantes et cérémonies bouddhistes d'hommage aux aînés ; le tout pris en charge par Thaksin à hauteur de 60 millions de bahts¹³ (1,5 millions d'euros) avec la précieuse aide du Premier ministre cambodgien, Hun Sen, ami de fraiche date de Thaksin qui lui servit un temps de « conseiller économique spécial »¹⁴. Durant l'événement, pas ou peu de politique, mais des messages à peine voilés lancés par l'ancien Premier ministre à son audience : « La route de la réconciliation comporte des sacrifices » suivis d'une interprétation au chant de *Let it be* des Beatles.

Ce *Let it be* entonné par Thaksin est interprété par les Chemises rouges comme l'aveu qu'il est prêt au compromis, à une négociation avec les élites traditionnelles (armée, palais, bureaucratie)¹⁵, moyennant une amnistie en échange de la garantie que les rouges ne poursuivront pas les responsables de la répression de 2010. Aux yeux des Chemises rouges, il s'agit d'un compromis égoïste, absolument intolérable. Pour les Chemises jaunes, l'éventualité d'une loi d'amnistie blanchissant l'ancien Premier ministre de ses affaires de corruption, quels qu'en soient les avantages octroyés en échange, est également inacceptable et mérite d'être combattue à tout prix. La situation semble inextricable, en dépit des objectifs de « réconciliation nationale » annoncés par l'actuel gouvernement, pro-Thaksin.

¹³ NOSTITZ, Nick, « Songkhran in Cambodia, Thaksin meets the red-shirts », *New Mandala*, Australian National University, <http://asiapacificfc.anu.edu.au/newmandala/>, 23 avril 2012.

¹⁴ Thaksin Shinawatra est nommé conseiller économique de Hun Sen en novembre 2009. Il démissionne en août 2010.

¹⁵ Les élites traditionnelles sont, pour les Chemises rouges, l'ensemble des personnes désignées sous le terme « *ammat* ». L'*ammat* était un titre conféré à certains membres de la noblesse d'Ancien Régime. A la faveur de la crise, les dirigeants des Chemises rouges se sont saisis de ce terme à des fins de mobilisation politique. Les Chemises rouges personnifient le peuple, le *phrai* (autre terme issu de l'Ancien Régime), quant aux Chemises jaunes, elles représentent les élites, l'*ammat*. Voir Eugénie MERIEAU, Les Chemises rouges de Thaïlande, IRASEC, Bangkok, 2013, pp. 107-109.

II. « RECONCILIATION A LA THAKSIN » : L'OUBLI DES VIOLENCES CONTRE SON RETOUR D'EXIL

1. Première pomme de discorde : le choix entre indemnisation et justice

À la suite de sa prestation d'avril 2012, Thaksin est condamné par son propre camp. Les Chemises rouges dénoncent le programme de « réconciliation à la Thaksin » qui comprend une indemnisation des familles à hauteur de 7,5 millions de THB (187 500 euros) par décès en échange de l'abandon des poursuites pénales déposées par les associations. Une partie d'entre elles a refusé de souscrire au programme ; pour les autres, l'indemnisation reste source d'humiliation, d'autant plus que le Premier ministre Yingluck ne leur a pas remis les chèques en mains propres, étant retenue en province pour « apprécier la mise en œuvre de projets de développement conduits par l'armée¹⁶ », ce qui pourrait signifier qu'elle n'est pas maître de ses mouvements, ou qu'elle se désintéresse de la cause des Chemises rouges qui l'ont portée au pouvoir.

On ne peut pas acheter notre silence. Nous voulons la justice et la démocratie. Si Thaksin se bat pour la justice et la démocratie, tant mieux, sinon nous continuerons sans lui. *L'ammat* [élite traditionnelle] doit payer.¹⁷

Pour faire valoir leur besoin de justice, les Chemises rouges ont lancé une campagne pour l'inculpation de l'ancien Premier ministre et du vice-Premier ministre démocrates devant la Cour pénale internationale de La Haye¹⁸. Mais les ex-membres du gouvernement ne sont pas la véritable cible des Chemises rouges. Ces dernières sont persuadées que les décisions se prennent plus haut, au-dessus du gouvernement. L'entourage du Roi, notamment le président de son conseil privé, le général Prem Tinsulanonda, ancien Premier ministre, désigné par la majorité parlementaire, mais non élu de 1980 à 1988, est soupçonné d'être à l'origine du coup d'État de 2006 et d'avoir soutenu la politique de répression envers les Chemises rouges depuis lors. Dans un tel contexte, lorsqu'en avril 2012, Yingluck accepte l'invitation de ce même

¹⁶ MERIEAU, Eugénie, « Thai Politics Updates », www.kpi.ac.th/kpient/index.php?option=com_content&task=view&id=534&Itemid=9, mai 2012, p. 5.

¹⁷ Neng, père d'une étudiante décédé dans les manifestations, entretien avec l'auteur, avril 2012

¹⁸ Voir le premier rapport déposé par l'avocat des Chemises rouges, Robert Amsterdam, http://asiapacific.anu.edu.au/newmandala/wp-content/uploads/2010/10/ICC-Report-by-UDD-Final_.pdf

général à lui exprimer, à son domicile, sa reconnaissance dans le cadre d'une cérémonie au cours de laquelle elle s'agenouille pour recevoir les vœux de son aîné, auquel selon les codes sociaux thaïs, elle doit respect et obéissance, elle s'attire l'opprobre des Chemises rouges. Cet épisode est vécu comme une véritable trahison¹⁹ : le gouvernement élu pour s'élever contre les élites traditionnelles ne tient pas ses promesses et semble prêt à brader les idéaux de ses partisans pour se maintenir au pouvoir.

Le voile sur les intentions du gouvernement est levé le 19 mai 2012, à l'occasion du deuxième anniversaire de la dispersion des manifestations. Thaksin, s'adressant par vidéo-conférence à ses supporters réunis en masse dans le centre-ville de la capitale, déclare qu'« il faut oublier le passé et regarder droit devant soi, emprunter le chemin de la réconciliation ». La foule reste stupéfaite. Thida Thavornseth, dirigeante de l'organisation qui fédère les Chemises rouges, déclare, au lendemain du discours de Thaksin : « oublié le combat contre les élites traditionnelles, pour la justice, pour la démocratie, oubliés les morts du 19 mai 2010 ? ». Sur la chaîne de télévision satellite pro-rouge *Asia Update*, résonnent comme une rengaine les mots suivants : « Abhisit Vejjajiva (ancien Premier ministre) et Suthep Thaugsuban (ancien vice-Premier ministre) ont ordonné la mort du peuple thaïlandais. Ils doivent répondre de leurs actes et être punis. » Le message des Chemises rouges est clair : pas de négociation possible sur les amnisties. Les Chemises rouges veulent voir la vérité éclater dans les tribunaux et aboutir à des condamnations de justice.

2. Quelle justice transitionnelle pour la Thaïlande ?

La Commission Thaïlandaise pour la Vérité et la Réconciliation (2010-2012), ainsi que la commission parlementaire sur la réconciliation nationale, ont fait le rapprochement entre le conflit politique thaïlandais et les guerres civiles sud-africaine ou rwandaise, dont elles se sont inspirées pour proposer des mesures de « réconciliation nationale » (*prongdong*). Les échanges d'insultes déshumanisantes entre Chemises jaunes et Chemises rouges²⁰ ne sont pas sans rappeler les préludes de guerres civiles ayant éclaté en d'autres parties du globe.

La question de savoir si la « réconciliation nationale » peut s'importer est hors du propos de cet article ; il est néanmoins admis que certains principes

¹⁹ MERIEAU, E., « Thai Politics Updates », http://www.kpi.ac.th/kpien/index.php?option=com_content&task=view&id=531&Itemid=9, avril 2012, p.7.

²⁰ Pour les Chemises jaunes, les Chemises rouges sont des « bœufs rouges » (*khwai daeng*). Pour les Chemises rouges, les Chemises jaunes sont des « blattes » (*malaengsap*).

de justice transitionnelle, notamment la recherche de la vérité et un travail de mémoire, sont indispensables dans des situations post-conflictuelles. Or, la recherche de la vérité n'a pas été placée au rang de priorité, ni par le gouvernement pro-Chemises jaunes responsable de la répression de 2010, ni par le gouvernement pro-Chemises rouges lui ayant succédé. Seuls deux principes de justice transitionnelle ont été retenus par les Thaïlandais. Le premier est l'indemnisation des victimes et des familles de victimes, en échange de leur renonciation à engager des poursuites judiciaires. Le second est celui de l'amnistie. Malgré le dépôt de neuf lois d'amnistie²¹ par des parlementaires, seuls deux projets auront été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Les 30 et 31 mai 2012, le premier fut avorté après des heurts au sein de l'hémicycle, alors qu'un regain de violences était à craindre, Chemises jaunes et Chemises rouges se rassemblant autour du Parlement²². Ce projet, qui portait en germe l'amnistie de Thaksin, fut proposé par le général Sonthi Boonyaratglin en sa qualité de président de la commission sur la réconciliation parlementaire, celui-là même qui avait mené six ans plus tôt le coup d'État contre ce même Thaksin.

Le second projet, rédigé par le député du Phuea Thai Vorachai Hema, a été adopté en première lecture le 8 août 2013. Sa formulation volontairement équivoque laisse entrevoir, pour la première fois depuis le coup, la possibilité d'un « échange d'amnisties » entre Thaksin et les militaires. La relation entre Thaksin et les Chemises rouges en est immédiatement ternie par le doute : en vertu dudit pacte, Thaksin aurait troqué non seulement la justice pour toutes les victimes du coup d'État (réclamant des sanctions contre les auteurs du coup) mais aussi celle pour les Chemises rouges mortes dans les manifestations de 2010 (réclamant le procès du gouvernement d'alors), en échange de sa propre amnistie personnelle et/ou du retour de ses milliards de bahts confisqués.

3. La seconde pomme de discorde : la loi sur la lèse-majesté

Un autre sujet sur lequel la position de Thaksin semble plus proche de celle des Chemises jaunes et des élites traditionnelles que des Chemises rouges dont il est le chef, concerne l'amnistie pour les prisonniers politiques détenus pour avoir exprimé des opinions critiques envers la monarchie. Le 8 mai

²¹ Les neuf projets de lois sont disponibles en téléchargement sur le site <http://ilaw.or.th/node/2869>

²² MERIEAU, E., « Thai Politics Updates », http://www.kpi.ac.th/kpien/index.php?option=com_content&task=view&id=534&Itemid=9, mai 2012, p. 6.

2012, la mort en détention d'Ampol Tangnopakul²³ avait déjà provoqué la colère des Chemises rouges envers leur gouvernement. Condamné à une peine de vingt ans pour avoir envoyé quatre messages téléphoniques insultant des membres de la famille royale au secrétariat du Premier ministre de l'époque, sa demande de libération sous caution, procédure quasi-automatique en Thaïlande, avait été refusée par huit fois. Le gouvernement n'avait pas fait le moindre geste en faveur du vieil homme, pourtant notoirement atteint d'un cancer, préférant réaffirmer la position résolument pro-royaliste du gouvernement. Ce décès, questionnent les Chemises rouges, fait-il partie des « sacrifices », des compromis auxquels il faut se résoudre pour pouvoir ramener Thaksin à la maison ?

L'application de la loi contre la diffamation envers la monarchie ou loi sur la lèse-majesté est la seconde pomme de discorde dans la relation entre les Chemises rouges et le parti politique de Thaksin Shinawatra, le Phuea Thai. L'article 112 du Code Pénal thaïlandais prévoit en effet que toute insulte à la monarchie est passible d'une peine d'emprisonnement, d'au moins trois ans et jusqu'à quinze ans de prison. Depuis 2009 et le début du gouvernement « anti-Thaksin » du Parti démocrate, le nombre d'inculpations a connu une augmentation exponentielle²⁴, dû à une interprétation de plus en plus extensive de la loi sur la lèse-majesté. À la faveur de la crise, tout message portant à suggérer que le Palais ait soutenu le coup d'État et /ou les Chemises jaunes rend son auteur passible de lourdes peines de prison. Par conséquent, tous les chefs des Chemises rouges ont eu, à un moment ou à un autre de leur carrière, à s'inquiéter d'une arrestation pour lèse-majesté. Certains ont été condamnés, à l'instar du chef de la faction « radicale » des rouges²⁵, Deng Siam (littéralement « Siam Rouge »), et du rédacteur en chef²⁶ du journal rouge « Voice of Taksin²⁷ » ; d'autres ont fui à l'étranger²⁸.

²³ *Ibid.*, p. 9.

²⁴ STRECKFUSS David, « Lese majesté and monarchies », présentation, conférence « Democracy and Crisis in Thailand », 9 mars 2012, université de Chulalongkorn, Bangkok

²⁵ Surachai Danwattananuson, alias Seh Dan, toujours coiffé de sa casquette kaki à l'étoile rouge, a été condamné à 10 ans de prison pour lèse-majesté.

²⁶ Somyot Preuksakasemsuk a été condamné à onze ans de prison le 23 janvier 2013. Le verdict était initialement attendu pour le 19 septembre 2012, date anniversaire du coup d'État de 2006.

²⁷ Jeu de mots évoquant en anglais le nom du roi Taksin (1734-1782), connu pour avoir uniifié le royaume et révéré par les Thaïs pour ses exploits militaires contre les Birmans. Il fut renversé par le fondateur de l'actuelle dynastie Chakri. Le rapprochement est d'autant plus « ludique » qu'en thaï, Taksin et Thaksin ne s'écrivent pas du tout de la même façon.

²⁸ Notamment Jakrapop Penkair, journaliste et homme politique proche de Thaksin, ou encore l'universitaire néo-marxiste Giles Ji Ungpakorn.

Pour l'ensemble de la population thaïlandaise, l'article 112 est l'épée de Damoclès qui oblige soit au silence soit à l'adoption d'un langage codé pour désigner la monarchie, notamment « la main invisible », « l'Au-dessus », « le Ciel », « les forces en dehors du système » ou encore « le murmure du paradis ». Toujours est-il que l'article sur la lèse-majesté est un sujet tellement sensible en Thaïlande que le gouvernement, évoquant d'hypothétiques émeutes, a refusé catégoriquement de modifier une loi empêchant toute conversation à la fois sur les origines du coup d'État de 2006 et sur l'avenir de la monarchie siamoise.

III. QUELLE RECONCILIATION NATIONALE SANS DISCUSSION POSSIBLE SUR LE REGIME POLITIQUE ?

1. La monarchie, le cœur du conflit politique

Le roi King Bhumipol Adulyadej, couronné en 1950, a laissé se créer autour de sa personne un culte de la personnalité sans doute inégalé ailleurs – à l'exception des régimes communistes. Père du peuple, il a été adulé comme un demi-dieu de manière croissante depuis les années 1950 et le renversement des monarchies voisines. Ses enseignements, pétris de bouddhisme, définissent les normes morales du pays. Ses discours, notamment à l'occasion de son anniversaire le 5 décembre, sujets à exégèse, influencent le comportement des acteurs politiques et pèsent dans les décisions de portée nationale²⁹. La Thaïlande a deux drapeaux : celui bleu blanc rouge de la Nation, et le drapeau jaune du Roi – jaune en honneur du jour de naissance de Bhumipol, un lundi³⁰. Le pays possède également deux hymnes : l'hymne national, pour lequel les Thaïlandais se lèvent tous les jours à 8 h. et 18 h., et l'hymne royal, pour lequel ils se lèvent avant chaque représentation théâtrale, musicale, ou sportive. En 2010, un étudiant a ainsi été condamné pour lèse-majesté pour ne pas s'être levé dans une salle de cinéma³¹. En 2008, l'employée d'un magasin de lingerie s'était fait licencier pour avoir porté en public un t-shirt portant la mention « ne pas se lever n'est

²⁹ Entretien avec Thongchai Winnichaikul sur « l'hyper-royalisme » le 9 mars 2012 à Bangkok.

³⁰ À chaque jour est attribuée une couleur : lundi, jaune ; mardi rose; mercredi, vert ; jeudi, orange ; vendredi, bleu ; samedi, violet ; et dimanche, rouge.

³¹ Chonsak Onsung, étudiant à Thammasat.

pas un crime »³². Si la Thaïlande possède deux drapeaux et deux hymnes, une seule devise fédère son peuple : « Nation, Religion, Roi ».

Ces trois mots d'ordre sont les « lignes rouges » à ne pas franchir. Toute personne émettant des doutes au sujet de la pertinence actuelle de ce dogme est stigmatisée pour son « manque de thaï-tude » (*thainess*). Tout Thaïlandais doit aimer le roi :

N’êtes-vous donc pas thaïs pour agir ainsi ? Vous nous êtes envoyés tout droit de l’enfer ! Le roi a sauvé notre nation, qui serait déjà communiste s’il n’avait été là pour nous en préserver. Croyez-vous que vous pourriez cracher vos mots ingrats pour notre Père si nous étions en pays communiste ? Croyez-vous que votre vie serait ainsi ? Puisque vous venez de l’enfer, retournez-y !³³

Cet extrait est tiré d’une lettre anonyme envoyée aux membres de *Nittirat*, un groupe de professeurs de droit public dans l’une des plus prestigieuses universités du pays, *Thammasat*, autrefois foyer des embryons de révolution communiste qui secouèrent le pays dans les années 1970. *Nittirat* s’est fait connaître en critiquant le coup d’État, l’action des cours constitutionnelles, et en proposant une réforme de l’article sur la lèse-majesté, provoquant la colère des élites traditionnelles. Le succès populaire de *Nittirat*, qui a réussi à réunir près de 40 000 signatures de soutien³⁴, était inattendu. Ce groupe de juristes « bangkokiens », éduqués en Europe, tenant un discours universitaire, n’avait *a priori* pas les attributs nécessaires pour représenter les Chemises rouges, décrites comme un peuple de provinciaux, de paysans sans éducation. Pourtant, les réunions publiques de *Nittirat* ne désemplissent pas. Certaines questions reviennent sans arrêt dans la bouche des Chemises rouges, dont la plus emblématique est certainement la suivante : « Est-ce possible pour un Roi de ne pas valider un coup d’État ? Est-ce que ça s’est déjà produit à l’étranger ? »³⁵. Cette question représente un défi à l’élite royaliste de Bangkok, qui s’est toujours prévalué du monopole du droit et de la légitimité politique ! Il s’agit d’un tel défi qu’au début de l’année, l’un des membres de

³² Le 24 avril 2008, la syndicaliste Chitra Khotdet est apparue à la télévision sur la chaîne NBT avec le T-Shirt « ne pas se lever n'est pas un crime ».

³³ Lettre anonyme envoyée à *Nittirat* en juin 2012 et lue sur scène à l’occasion de la conférence de fermeture de la campagne contre l’article 112, le 27 juin 2012.

³⁴ Le chiffre de 39 185 signatures a été annoncé à la fermeture des 112 jours de campagne, le 27 juin 2012. Certaines signatures pouvant se révéler invalides, les médias ont rapporté des chiffres variant entre « plus de 20 000 » et « près de 40 000 ».

³⁵ Cité par Wat Rawee, au cours d’un séminaire tenu à Bangkok le 27 juin 2012

Nittirat s'est fait agresser par des ultra-royalistes dans le parking de son université³⁶.

Si le sujet de la monarchie est si sensible, c'est qu'au Palais, non sans heurts la succession se prépare. Le Roi Bhumipol est hospitalisé depuis 2009, et l'héritier du trône est impopulaire, chez le peuple thaïlandais comme au sein de son propre camp alors que la fille du Roi a la préférence d'une certaine partie de la population et de l'armée³⁷.

2. Trois niveaux de réconciliation

Dans ce contexte, la réconciliation est urgente, à trois niveaux.

À un premier niveau, la réconciliation entre Thaksin et le Palais est nécessaire pour permettre une succession monarchique réussie. Cette réconciliation-là est illisible pour le commun des Thaïlandais, en dehors des cercles très fermés du Palais. Mais tout semble porter à croire que les négociations ont jusqu'alors échoué. Lors de son message à ses partisans, le 2 juin 2012, c'est encore avec une chanson que Thaksin a transmis son message, affirmant qu'il ne se conduira plus comme un porc, « le porc à qui on ment, et qui avec enthousiasme se fait berner³⁸ ».

À un deuxième niveau, la réconciliation entre les jaunes et les rouges implique celle de deux visions de la démocratie, l'une fondée sur la morale, l'éthique, l'absence de corruption, donnant la primauté à la bureaucratie pour contrôler l'exercice du pouvoir politique au nom des principes de « bonne gouvernance » qui devraient encadrer, limiter le principe majoritaire ; l'autre fondée uniquement sur le principe majoritaire, la « voix de la majorité »³⁹.

À un troisième niveau, la réconciliation entre Thaksin et les Chemises rouges radicales, entre les partisans du compromis et les partisans du changement – notamment un certain nombre de républicains – devra nécessairement être abordée en fin de processus. Dans son message du 2 juin 2012, Thaksin s'excuse auprès des Chemises rouges⁴⁰ pour n'avoir pas

³⁶ Le 29 février 2012, Vorajet Pakeerat reçoit des coups au visage. Il est transféré à l'hôpital et traité pour blessures légères. Les auteurs de l'agression, des jumeaux, affirmant avoir agi à leur compte, se rendent à la police le lendemain des faits.

³⁷ Entretien avec un colonel en poste, Ratchaburi, avril 2012.

³⁸ Vidéoconférence de Thaksin au Thunder Dome, Muang Thong Thani, le 2 juin 2012.

³⁹ Pour une modélisation du conflit politique, voir le rapport sur la réconciliation nationale du King Prajadhipok's Institute, www.kpi.ac.th [en thai], « Raigan wichai kan sang prondong heng chat » p.1.

⁴⁰ Vidéoconférence de Thaksin au Thunder Dome, Muang Thong Thani, le 2 juin 2012.

compris plus tôt que la réconciliation devenue impossible, c'est celle des Chemises rouges avec cette « main invisible », proche du Palais.

3. Vers un « Printemps » thaïlandais⁴¹ ?

Depuis la répression de 2010, la Thaïlande a atteint un point de non-retour. Il n'y aura plus de fleurs déposées au pied des chars de l'armée pour remercier les soldats de sauver le pays de la corruption et de la « dictature du parlement » (*sic*) comme en septembre 2006 lors du coup d'État qui a renversé Thaksin.

Thida Thavonseth, présidente de l'UDD, organisation qui encadre les Chemises rouges, est catégorique : « cette fois, si un nouveau coup d'État se produit, les rouges se soulèveront ». Son camarade Nattawut Saikuea, orateur rouge et secrétaire d'État du gouvernement actuel, répète en boucle « qu'ils fassent un coup d'État, et nous leur apprendrons le sens du mot majorité⁴² ! » Comme l'explique un agriculteur quinquagénaire férus de réseaux sociaux :

Cette fois ci, s'il y a un coup d'État, nous réagirons instantanément. Aujourd'hui, en ville, dans les campagnes, dans les rizières, nous avons Twitter et Facebook, ils ne peuvent pas couper les télécommunications comme ils l'ont fait en 2006, aujourd'hui nous sommes préparés, nous sommes en réseau. Aujourd'hui nous avons les villages de Chemises rouges, et s'ils essaient à nouveau de renverser notre gouvernement, nous n'en ferons qu'une bouchée.

4. Les villages de Chemises rouges

Depuis décembre 2010, dans tout le pays, des « villages rouges » s'inaugurent. Arborant des panneaux à l'effigie de Thaksin, ils s'autoproclament « villages rouges pour la démocratie contre la dictature »⁴³.

⁴¹ Le terme “printemps” est ici utilisé pour sa valeur symbolique en tant que “raccourci utile”. L'auteur émet des réserves quant à la pertinence d'un seul terme générique pour désigner des processus politiques très divers dans le monde Arabe; la comparaison de ces processus avec ceux que connaît actuellement la Thaïlande appelle à une grande précaution. Néanmoins, le terme fut utilisé par les Chemises rouges lors de la campagne électorale de Yingluck Shinawatra. Il fut également repris par les Chemises jaunes pour désigner le soulèvement populaire contre le “système Thaksin” que ces dernières appellent de leurs voeux.

⁴² Le 3 juin 2012, à l'occasion de l'anniversaire de l'émission « La vérité aujourd'hui », qui lança le mouvement des Chemises rouges.

⁴³ Ou dans leur version plus politiquement correcte « villages rouges contre la drogue », en référence à l'une des politiques de Thaksin des plus populaires auprès de la population rurale.

Il y a environ 80 000 villages en Thaïlande, dont plus de 10 000 (un peu moins de 13%) seraient aujourd’hui « rouges », prêts à « réagir » instantanément si le gouvernement et la démocratie sont à nouveau attaqués par les élites traditionnelles et leurs alliés. Cette organisation en « villages rouges » n'est pas sans rappeler l'époque de la guérilla communiste, où dans les années 1970, les étudiants de Bangkok sont partis se réfugier massivement en zone rurale et y ont constitué des réseaux de résistance. D'après Prasong Boonpong, député de Nakhom Phanom, dans le Nord-Est du pays, région la plus pauvre mais aussi la plus peuplée du pays, connue pour son passé communiste, l'organisation en villages rouges répond à la théorie révolutionnaire de Mao : commencer par tisser un réseau dans les campagnes, pour le temps venu, encercler les villes.

S'il y a un coup d'État, on se répartira les tâches de la sorte : une moitié restera sur place et montrera sa force, portant les chemises rouges et les drapeaux rouges, une autre moitié descendra sur la capitale pour aller confronter le pouvoir.⁴⁴

Les chemises rouges se préparent donc à un nouveau coup d'État militaire. La Thaïlande en a connu 18, le dernier il y a seulement cinq ans, et son fantôme continue à hanter la vie publique. À l'époque, peu nombreux furent ceux qui s'y sont opposés⁴⁵. Le lendemain du coup d'État, le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme avait déclaré « le coup est la solution⁴⁶ ». De la part des médias, de l'intelligentsia, ou du peuple de Bangkok, aucune contestation ne s'est fait entendre, si ce n'est une poignée d'activistes, souvent d'anciens communistes⁴⁷.

ÉPILOGUE – LA RECONCILIATION NATIONALE PAR COUP D'ÉTAT

En Thaïlande, à rebours de l'idée exprimée par Carré de Malberg selon laquelle « il n'y a point place dans la science du droit public pour un chapitre consacré à une théorie juridique des coups d'État⁴⁸ », le droit est un

⁴⁴ Entretien réalisé le 6 mai 2012 à Udon Thani.

⁴⁵ Pour un récit de l'absence de contestation, voir Pheun Lan Sek Na, « Notes sur le combat des Chemises rouges à Bangkok », 2011, pp. 14-16.

⁴⁶ CHAMARIK, Saneh, le 20 septembre 2006, cité par Wat RAWEE dans « La crise du 19 », 2011, p. 39 [en thaï].

⁴⁷ On peut citer l'activité de Somsak Jiemtheerasakul sur le site internet du journal *Fa Diowkan*.

⁴⁸ CARRE DE MALBERG, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, Paris, Sirey, 1922, [réédition 1962], p. 497.

instrument essentiel que les militaires ont appris à manier avec virtuosité. Pour réaliser des coups d'État « démocratiques » sans s'inquiéter d'éventuelles sanctions une fois la transition vers un pouvoir civil effectué, les militaires thaïlandais ont pris l'habitude d'institutionnaliser leur impunité en la faisant garantir par la Constitution. Le constitutionnalisme « à la thaïe » commence par la révocation de la Constitution en place au moment du coup d'État, suivi par la rédaction d'une nouvelle Constitution comportant une clause d'amnistie pour la junte, de préférence intemporelle et rétroactive. Ainsi l'article 309 de la Constitution de 2007 déclare la constitutionnalité des articles 36 et 37 de la Constitution provisoire de 2006, qui procurent aux auteurs du coup d'État une confortable immunité⁴⁹.

Aujourd'hui rares sont ceux qui soutiennent encore publiquement les coups d'État. Les mêmes qui en louaient les effets en 2006 maintenant reconnaissent leur erreur ; le coup d'État a aggravé la crise politique qu'il se proposait de résoudre⁵⁰. La menace d'un coup d'État militaire, malgré les mises en garde véhémentes des leaders rouges, semble écartée. D'autres moyens, plus acceptables pour la communauté internationale, ont depuis lors fait leur apparition. Il s'agit de ce que les Chemises rouges nomment les « coups d'État judiciaires » (*ratprahan doi san*). Les exemples foisonnent dans l'histoire contemporaine du pays : dissolutions de partis qui provoquent des renversements de majorité au parlement, condamnations d'hommes politiques confortablement élus et lourdes sanctions d'inéligibilité, par la Cour Constitutionnelle⁵¹ ; plus récemment, le 1^{er} juin 2012, cette cour a déclaré l'inconstitutionnalité de la révision constitutionnelle préparée par les proches de Thaksin et espérée par les Chemises rouges depuis le coup d'État. Le pouvoir judiciaire, défenseur des intérêts des élites traditionnelles, et condamné pour ses « coups d'État » par les partisans de Thaksin, ne peut incarner l'instance neutre nécessaire à la mise en place d'un processus de réconciliation nationale via des mécanismes de justice transitionnelle. Pour les Chemises rouges (reprenant la formule de Lénine qui l'appliquait à la révolution), « la justice est une chose trop importante pour la laisser aux seules mains des juristes ».

Quant aux « grands débats nationaux » promis dans le cadre du programme de réconciliation, censés fournir le cadre de réflexion pour la réconciliation, ils n'abordent ni le passé, ni le futur de la monarchie, pas plus que

⁴⁹ Voir NITTIRAT, « Guide populaire anti-coup d'État », Bangkok, Samesky Books, 2012, p. 16 [en thaï].

⁵⁰ Voir l'éditorial du *Bangkok Post* du 19 septembre 2011.

⁵¹ Cf. *supra*, notes 1 à 6.

l'application actuelle de la loi de lèse-majesté, pourtant au cœur du conflit. Il avait été promis que grâce au processus délibératif théorisé par Jürgen Habermas, les Thaïs auraient pu discuter et construire ensemble un « avenir commun ». Faute de liberté d'expression, la discussion publique s'arrête à la désignation de potentiels bénéficiaires de lois d'amnisties, sans aucune influence sur le véritable processus de réconciliation qui se joue au Palais.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

- KING PRAJADHIPOK'S INSTITUTE (ສອນະພະປະເກດ), รายงานวิจัยการสร้างความ平 รอง ด้วยหัวข้อ [Rapport de recherche pour la réconciliation nationale], Bangkok, 2555 [2012], 168 p.
- PINTHOPTHAENG, Praphat (ประภาส ปั่นตอนแต่ง), การลุกขึ้นของคน ‘ยอดหญ้า’ บทวิเคราะห์ใน เศรษฐกิจการเมือง » [Le réveil des bouseux, une analyse politique] in Pheenyo TRAISURIYATHAMMA (กิญโญ ไตรสุริยธรรม) (dir.), *Why red – สังคมไทย ปีศาชา และการมาของคนเสื้อแดง* [Pourquoi les Chemises rouges : société thaïlandaise, problèmes et naissance des Chemises rouges], Bangkok, Open Books, 2553 [2010], 312 p.
- PUENLANSAEKNA (ปืนลันแสงหน้า pseud.), กรุงเทพ (ไม่) มีคนเสื้อแดง [*À Bangkok il (n') y a (pas de) Chemises rouges*], Bangkok, s.n.e., 2554 [2011], 208 p.
- RAWEE, Wat (วัด รวี), *Crisis Nineteen / วิกฤต 19* [La crise du 19], Nonthaburi, Shine Publishing House, 2554 [2011], 854 p.
- SAENNAN, Anon (อาณัท แสนน่าน), « หนังสือคู่มือการเปิดหมบ้านเสื้อแดงเพื่อประชาธิปไตย » [Guide pour la création de villages de Chemises rouges pour la démocratie], tract, 2012.
- SATITNEERAMAI, Apichat (อภิชาด ศักดินิรันย์), « เสื้อแดงคือใคร [Qui sont les Chemises rouges?] », in Pheenyo Traisuriyathamma (กิญโญ ไตรสุริยธรรม) (dir.), *Why Red — สังคมไทย ปีศาชา และการมาของคนเสื้อแดง* [Pourquoi les Chemises rouges : société thaïlandaise, problèmes et naissance des Chemises rouges], Bangkok, Open Books, 2553 [2010], 312 p.
- TNEWS, เปิดโปงขบวนการแดงล้มเจ้า [Révélations sur le mouvement des rouges anti-monarchiques], Bangkok, TNEWS Printing, 2010, 176 p.

II. CRITIQUE

- MCCARGO, Duncan, « Network monarchy and legitimacy crisis in Thailand », Pacific Review 18, n° 4, décembre 2005, pp. 499-519.
- MCGREGOR MARSHALL, Andrew, *Thailand's moment of truth, A secret history of 21st century Siam*, #thaistory 2, 2012, pp. 83-84, <http://www.zenjournalist.com/wpcontent/uploads/2012/05/thaistory-2.pdf>
- MERIEAU, Eugénie, Les Chemises rouges de Thaïlande, IRASEC, Bangkok, juillet 2013, 168 p.
- NELSON, Michael, « Thailand's legitimacy conflict between the red shirt protesters and the Abhisit government: aspects of a complex political struggle », Sicherheit und Frieden/Security and Peace, 29 janvier 2011, pp. 14-18, <http://www.security-and-peace.de/archiv/PDF/2011-1/nelson.pdf>.
- NOSTITZ, Nick, « Songkhran in Cambodia: Thaksin meets the Red-shirts », *New Mandala*, Australian National University, <http://asiapacific.anu.edu.au/newmandala/2012/04/23/songkran-in-cambodia-red-shirts-meet-thaksin/>, 23 avril 2013.
- SOPRANZETTI, Claudio, *Red Journeys, inside the Thai Red-Shirt movement*, Chiang Mai, Silkworm Books, 2012, 137 p.
- STRECKFUSS, David, *Truth on Trial in Thailand: Defamation, Treason, and Lèse-Majesté*, Londres & New York, Routledge, 2011, 508 p.
- THABCHUMPON, Naruemon & MCCARGO, Duncan, « Urbanized Villagers in the 2010 Thai Redshirts protest, not just poor farmers ? », *Asian Survey*, vol. 51, n° 6, 2011, p. 993- 1018
- WINICHAKUL, Thongchai, « The Germs, the reds infection of the Thai political body », *New Mandala*, <http://asiapacific.anu.edu.au/newmandala/3-mai-2010>.